

Direction de
l'Administration et des
Finances
Service achat/marchés

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
Consultation n° 25FCS005**

Relatif à la

Dossier suivi par :
Service achats/marchés

Ligne directe :
01 56 29 15 97

Prestations de service de ribodéplétion et séquençage
haut Débit « short reads » sur extraits d'ARN pour
l'Unité de Quarantaine du Laboratoire de la Santé des
Végétaux (LSV) de l'Anses.

Date limite de remise des offres :

17 avril 2025 à 17 h 00



REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE SUR LE PROFIL ACHETEUR <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Lien pour accéder à la consultation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2720978&orgAcronyme=h8j>

SOMMAIRE

| | |
|--|----------|
| SOMMAIRE | 2 |
| 1 ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ | 3 |
| 2 MODE DE PASSATION | 3 |
| 3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION | 3 |
| 4 OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS DIVERSES | 3 |
| 4.1 FORME ET OBJET DU MARCHÉ | 3 |
| 4.2 VARIANTES | 3 |
| 4.3 CONDITIONS DE PARTICIPATION | 4 |
| ✓ <i>Groupement d'entreprises</i> | 4 |
| ✓ <i>Sous-traitance</i> | 4 |
| 4.4 MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION | 4 |
| 4.5 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS | 4 |
| 4.6 AVIS D'APPEL A CONCURRENCE | 4 |
| 5 PRESENTATION DE LA REPONSE A LA CONSULTATION – DOCUMENTS REQUIS | 4 |
| 5.1 PROPOSITION TECHNIQUE ET COMMERCIALE | 4 |
| 5.2 DOSSIER DE CANDIDATURE | 5 |
| 6 CONDITIONS DE REMISE DE LA REPONSE A LA CONSULTATION | 6 |
| 6.1 REMISE DES PROPOSITIONS DEMATERIALISEES | 6 |
| 6.2 COPIE DE SAUVEGARDE : | 6 |
| 7 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 7 |
| 7.1 CANDIDATURES | 7 |
| 7.2 OFFRES | 7 |
| 7.3 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES | 8 |
| 8 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | 8 |
| Annexe 1 | |

1 ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)

14, rue Pierre et Marie Curie

94701 MAISONS-ALFORT Cedex

Téléphone : 01 49 77 13 50 (standard)

L'Anses est un établissement public administratif de l'État, placé sous la tutelle des ministères chargés de l'écologie et du développement durable, du travail, de l'agriculture et de l'alimentation, de la santé et de la consommation.

2 MODE DE PASSATION

Marché de services passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions du code de la commande publique (articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1 et R 2124-2).

3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et annexe 1;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) N°5 du 3 février 2025 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (format excel) nommée « 25FCS005_BPU_AnnexeAE »
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) (format excel) nommé « 25FCS005_DQE.xlsx »
- Le cadre de réponse nommé « 25FCS005_CadreReponse.xlsx »
- Les imprimés DC1 et DC2 ainsi que leur mode d'emploi.

4 OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS DIVERSES

4.1 FORME ET OBJET DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché de services ayant pour objet la réalisation de prestations de ribodéplétion et de séquençage haut débit « short reads » sur extraits d'ARN de plantes pour l'Unité de Quarantaine du LSV de l'Anses dans le cadre de son activité scientifique.

Le détail des prestations à effectuer est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande qui fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu, avec un seul opérateur économique suivant les conditions fixées aux articles R2162-12 et R2162-13 du code de la commande publique. Il n'est pas prévu de montant minimum. Le montant maximum de l'accord cadre est fixé à 300 000 €HT sur sa durée totale.

Par ailleurs, les candidats sont informés à titre indicatif, dans le CCTP, de la volumétrie prévisionnelle ; cette information ne saurait engager l'Anses ni lui être opposable si le volume de commande n'est pas atteint ou est dépassé dans le cadre de l'exécution du marché.

Code(s) CPV de la consultation : 73110000

Les prix du marché sont unitaires et révisables.

Durée :

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 27/06/2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure. A l'issue de cette première période, le marché sera reconduit expressément trois fois par période successive d'un an. La durée totale du marché concernant chaque lot, reconductions comprises, ne pourra excéder 48 mois.

Pour chaque lot, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce dans les trois mois qui précèdent la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire ou non le marché ; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

4.2 VARIANTES

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Si une ou plusieurs variantes à l'initiative d'un candidat sont présentées, ces dernières seront rejetées, jugées comme irrecevables.

4.3 CONDITIONS DE PARTICIPATION

✓ Groupement d'entreprises

Les candidats peuvent présenter une offre soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent pas cumuler ces deux qualités.

Aucune forme de groupement n'est imposée après l'attribution du marché. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Anses.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations qu'ils devront effectuer, leur dénomination et qualité.

✓ Sous-traitance

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations de l'accord cadre objet de la présente consultation sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1134 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L 2193 à L 21393-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique.

4.4 MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter 6 jours au plus tard avant la date limite pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.5 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

La notification des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester de l'envoi et de la date de réception de la décision ou de l'information.

4.6 AVIS D'APPEL A CONCURRENCE

La présente procédure fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence à consulter sur le Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics (BOAMP), au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et sur le profil d'acheteur de l'Anses (marches-publics.gouv.fr).

5 PRESENTATION DE LA REPONSE A LA CONSULTATION – DOCUMENTS REQUIS

5.1 PROPOSITION TECHNIQUE ET COMMERCIALE

Le candidat devra remettre les pièces suivantes :

1. **La proposition financière** : le candidat devra renseigner l'annexe financière à l'acte d'engagement, jointe au présent DCE, sous format Excel nommée : « 25FCS005_BPU_AnnexeAE »
2. **Le détail quantitatif estimatif (DQE)** : le candidat complètera et remettra document « 25FCS005_DQE.xlsx »
3. **Le cadre de réponse** : le candidat complètera et remettra document « 25FCS005_CadreReponse.xlsx »
4. **Le mémoire technique** : le candidat remettra un mémoire technique en réponse à chacune des exigences et/ou spécifications CCAP et du CCTP, comprenant tous les éléments à même d'apprécier la conformité de l'offre aux exigences requises et de l'analyser au regard des critères définis à l'article 7.2 ci-dessous. Il permettra de démontrer la bonne compréhension du besoin.

5. Un RIB.

NB : Afin de faciliter les échanges ultérieurs, il est souhaité que le candidat fournisse dans son dossier un document d'accompagnement précisant les coordonnées complètes de la personne en charge du suivi du dossier (nom, qualité, téléphone, adresse électronique).



L'acte d'engagement annexes sera signé ultérieurement avec le candidat retenu.

5.2 DOSSIER DE CANDIDATURE

Le candidat a le choix de remettre sa candidature sous format électronique standard composé des documents listés ci-dessous ou via le Document Unique de Marché Européen (DUME électronique). Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessous permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

- 1- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- 2- Le candidat peut produire, s'il le désire, les documents et certificats visés à l'annexe 1 ;
- 3- La lettre de candidature « imprimé DC1⁽¹⁾ ou DUME » avec, en cas de groupement, mention du mandataire et des membres du groupement et valant déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusions de la procédure de passation mentionnées aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-11 du code de la commande publique.
- 4- Les renseignements permettant d'évaluer l'expérience, les capacités professionnelles, techniques et financières (ou imprimé DC2⁽²⁾ ou DUME et ses annexes) :

✓ Capacités financières :

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et/ou le chiffre d'affaires relatif aux prestations faisant l'objet du marché, réalisées par le candidat au cours des trois derniers exercices disponibles.

✓ Références professionnelles et capacités techniques :

- Présentation d'une liste des principaux services représentatifs de la prestation objet de la consultation, effectués au cours des trois dernières années.
- Moyens du candidat : équipements et effectif de la société en mentionnant, si possible, la répartition par qualification.
- **Le candidat devra impérativement fournir l'attestation de son accréditation ISO/IEC 17025 en cours de validité et relative aux prestations objet du marché (c'est-à-dire une accréditation de l'ensemble du processus sur matrice végétale). L'organisme accréditeur doit être signataire d'un MRA (Mutual Recognition Arrangement) pour le périmètre «Testing ISO/IEC 17025».**
Attention, en l'absence de ce document, la candidature sera rejetée.

NB : si le candidat s'appuie sur des capacités d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il produit pour chaque opérateur présenté les mêmes documents que ceux qui lui sont demandés excepté la lettre de candidature.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

En cas de sous-traitance, le candidat remet également l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans->

¹ Documents disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj> et joints au présent dossier de consultation

² Documents disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj> et joints au présent dossier de consultation

[marches-publics](#)) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

6 CONDITIONS DE REMISE DE LA REPONSE A LA CONSULTATION



La réponse à la consultation devra obligatoirement être transmise par voie électronique sur la plateforme du profil acheteur de l'Anses.

Les offres ne seront prises en considération qu'à la condition formelle que tous les documents demandés aient été produits au plus tard le **17 avril 2025 à 17h00**.

Le dossier, complet, devra comprendre les documents relatifs à la candidature et à l'offre.

La signature électronique de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire.

Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer un acte d'engagement.

6.1 REMISE DES PROPOSITIONS DEMATERIALISEES

Les candidats doivent remettre leur proposition de façon dématérialisée, au plus tard le **17 avril 2025 à 17 heures**, sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2720978&orgAcronyme=h8j>

Les candidats doivent insérer dans l'enveloppe électronique l'ensemble des documents requis à l'article 5 du présent RC (lisibles par les outils bureautiques standards).

Conformément à l'article R2151-6 du code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Avertissement : tout fichier constitutif de l'offre, devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout fichier reçu par l'Anses et contenant un virus fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu ; le candidat en sera informé.

6.2 COPIE DE SAUVEGARDE :

Le candidat pourra, parallèlement à son envoi électronique, envoyer une copie de sauvegarde de son dossier de candidature et de son dossier d'offre.

La copie de sauvegarde peut être envoyée sur support physique électronique (CD, DVD, clé USB...) ou support papier.

La copie de sauvegarde doit être transmise sous pli scellé à l'adresse mentionnée ci-après et comporter la mention « **ne pas ouvrir - consultation 25FCS005 - copie de sauvegarde** » :

Anses - Service Achats/Marchés

14, rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons Alfort Cedex

Elle doit être parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres tel que mentionné ci-dessus.

Les candidatures et les offres donneront lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde lorsque :

- un programme informatique malveillant est détecté dans un fichier électronique.
- le pli est réceptionné de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, si l'Anses dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- le pli n'a pas pu être ouvert par l'Anses.

En cas d'ouverture, la copie se substituera au dossier transmis par voie électronique.

7 **EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

7.1 **CANDIDATURES**

L'examen des candidatures portera sur leur recevabilité au regard des dispositions du Code de la commande publique et sur l'évaluation des capacités professionnelles, techniques et financières.
L'Anses se réserve le droit de régulariser les candidatures qui seraient incomplètes.

7.2 **OFFRES**

L'analyse des offres sera effectuée au vu des critères pondérés suivants :

| Critères | Sous-critères | Pondération |
|------------------------------|---|-------------|
| Développement durable | Empreinte carbone relative à un envoi d'échantillons entre le point d'enlèvement Anses (LEMPDES (63) et la livraison chez le titulaire. Le calcul est établi selon la formule donnée par Labos 1point5* (https://apps.labos1point5.org/travelssimulator), sur la base : <ul style="list-style-type: none">- du moyen de transport utilisé par le titulaire du marché de transport de l'Anses- ville d'arrivée des échantillons <i>A noter : le simulateur de calcul ne permet pas de calculer l'empreinte carbone si la ville de départ et la ville du site Anses concerné par la prestation sont identiques. Ainsi, en cas de ville de départ identique à la ville du site Anses:</i> <ul style="list-style-type: none">- Soit le candidat fournit l'adresse exacte du point de départ : dans ce cas la distance réellement parcourue est retenue pour établir l'empreinte carbone- Soit le candidat ne fournit pas l'adresse du point de départ : dans ce cas un forfait de 4 km s'applique pour établir l'empreinte carbone. | 15% |
| Valeur technique | Délais de livraison des résultats / Note sur 10 | 15% |
| | Durée de stockage des extraits / Note sur 2,5 | |
| | Durée de stockage des données de stockage / Note sur 2,5 | |
| PRIX | Prix estimé selon DQE | 70 % |

✓ **Choix de l'offre la plus avantageuse techniquement et économiquement**

Les offres inappropriées ou inacceptables (telles que définies aux articles L 2152-1 à L 2142-3 du code de la commande publique) seront éliminées. L'Anses se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières.

Le classement des offres sera réalisé après addition des notes pondérées obtenues aux différents critères.
L'offre la mieux classée sera retenue, le cas échéant à titre provisoire, en attendant que le candidat produise, si ces derniers n'ont pas été remis avec le dossier de candidature, les documents, attestations et certificats prévus à l'annexe 1 et signe un acte d'engagement.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; Il ne pourra être supérieur à 10 jours.

Un délai d'au moins onze jours (transmission électronique de la notification à l'ensemble des candidats intéressés) sera respecté entre la date d'envoi aux candidats évincés de la notification de la décision motivée du rejet de leur offre et la conclusion du marché.

A l'issue de ce délai, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera le marché au titulaire pour exécution.

7.3 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception de la dernière offre, le cas échéant, après négociation.

8 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

L'Anses privilégiera la communication électronique via notre profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/> (questions-réponses, demandes de compléments, négociation, notification de rejet, notifications de marché, etc.).

Les demandes renseignement d'ordre administratif et/ou technique doivent être formulées via le profil acheteur au travers de la rubrique questions/réponses **9 jours au moins** avant la date limite de remise des offres :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2720978&orgAcronyme=h8j>

Les réponses seront publiées exclusivement sur le profil acheteur **6 jours au plus tard** avant la date limite de remise des offres.

ANNEXE 1

DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE POTENTIEL DU MARCHÉ

(si ces derniers n'ont pas été déjà transmis dans le dossier de candidature ou ne sont pas disponibles sur le profil acheteur)

A/ Candidat individuel ou membre du groupement établi en France.

Dans tous les cas :

- ✓ Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (dont délégations de signature...).
- ✓ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
- ✓ Les attestations et certificats délivrés par l'administration fiscale dont dépend l'attributaire prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites (impôts sur le revenu, impôt sur les sociétés et taxe sur la valeur ajoutée) - validité pour l'année en cours.
- ✓ Une attestation d'assurance en cours de validité.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- ✓ Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis ou D1), délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente.
- ✓ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- ✓ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- ✓ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

B/ Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger.

- ✓ Se référer au Livre 1^{er}, Titre IV du code de la commande publique (Partie réglementaire).
- ✓ Une attestation d'assurance en cours de validité.